

A TRAVERS LE MONDE

Que fera l'Angleterre

La conférence de Stresa demeure le centre des préoccupations politiques. L'inconnue réside dans l'attitude qu'y prendra l'Angleterre. Selon les dernières nouvelles, un conseil de cabinet aurait fixé de la façon suivante la participation britannique : refus d'entrer dans un système d'obligations qui engageraient l'Angleterre au-delà de la zone stricte où s'inscrivent ses intérêts, mais encouragement à une politique de sécurité franco-italo-russe, pourvu que celle-ci n'ait pas sa pointe tournée vers l'Allemagne et la Pologne, et se présente comme un nouveau pacte ouvert à tous, sans arrière-pensée.

Comme on le voit, la formule est assez entortillée et susceptible d'interprétations imprévues. On y voit cependant deux tendances : la première qui est de ne pas mêler l'Angleterre aux querelles européennes qui peuvent éclater demain sur le Danube ou aux conflits polono-russes, et la seconde, qui est de faire échec, par l'abstention britannique, à une politique brutalement anti-allemande. Cette seconde tendance mérite, surtout, l'attention. Elle peut sauver l'Europe du pire. Comme nous l'avons fait déjà remarquer, en effet, la guerre serait l'inéluctable conséquence d'une tentative d'encerclement de l'Allemagne où participerait l'Angleterre. Au contraire, le refus de celle-ci, en inclinant la coalition à la prudence, peut sauver provisoirement la paix.

Il est curieux de noter les réactions de notre presse stipendiée devant cette non-participation. La plupart des journaux font contre mauvaise fortune bon cœur et se bornent à incriminer certaines influences pro-allemandes qui seraient exercées à Londres et auxquelles sir John Simon, dont on louait voici huit jours la grande fermeté politique, ne serait pas resté insensible. D'autres organes mettent l'accent sur le désir de l'Angleterre d'arriver à un accord occidental par une garantie renouvelée de la frontière anglaise du Rhin.

Enfin, certaines feuilles font état d'un document dont sir John Simon serait possesseur, et qui ne serait rien d'autre qu'une proposition de Hitler de signer un pacte de non-agression, d'une durée de dix ans et valable pour toute l'Europe. On prétend que les représentants britanniques joueraient leur carte sur cette proposition susceptible de garantir la paix pour un certain temps et de se substituer à tous les pactes existants en gestation.

Nous en sommes là... c'est-à-dire que nous ne sommes guère avancés ni confiants. Il est bien vrai que nous ne partageons pas l'optimisme de certains de nos démocrates qui comptent sur les méditations ostentatoires de l'ancien *César de Carnavalet*, comme le nomma Paul-Boncour, pour arranger les choses. Nous pensons qu'il faut que la Paix soit bien malade pour qu'on n'ait plus confiance qu'en un pareil docteur.

LASHORTES.

Le vote de Dantzig

La ville libre de Dantzig vient de voter. Survenant au lendemain du plébiscite de la Sarre, le résultat de cette élection était escompté par les nazis, pour montrer combien les territoires arrachés à l'Allemagne par le traité de Versailles, restent fidèles à la mère-patrie.

Si les hitlériens ont obtenu le 60 % des suffrages, il n'en reste pas moins que cette victoire prend la signification d'une défaite. En effet, tous les moyens avaient été employés pour assurer une victoire analogue à celle de la Sarre : Actes d'intimidation, menaces, chantage, terrorisme, n'ont pu ébranler le bloc des adversaires de l'hitlérisme. Aussi la déconvenue des chefs nazis est-elle grande. Le vote de Dantzig atténue, dans une certaine mesure, les élections sarroises.

Le gouvernement d'Hitler qui, déjà, avait organisé un putsch pour provoquer le retour de Dantzig à l'Allemagne, a dû remettre à plus tard la réalisation de ce projet, classé pourtant important, dans le programme hitlérien.

Mais tout laisse supposer que les nazis n'en resteront pas sur cet échec. Peut-être essayeront-ils avant peu par un moyen ou un autre, de s'assurer de Dantzig ; et, en ce cas, on ne sait quelle serait l'attitude de la Pologne. Quoique les Polonais se soient employés avec constance à diminuer l'importance commerciale de Dantzig, en construisant notamment à quelques kilomètres de la ville, un second port auquel ils réservent l'ensemble de leur trafic. Mais les susceptibilités nationales sont parfois si sensibles, que tout est à redouter quand elles entrent en jeu.

La question de Dantzig est plus compli-

quée que l'on serait tenté de le croire de prime abord. Elle n'est pas née de la guerre, puisque les auteurs du traité de Versailles avaient imaginé de faire de Dantzig une ville libre, précisément dans le but de la solutionner. Elle remonte à plusieurs siècles et marque la rivalité raciale qui, de tous temps, a dressé les Germains contre les Slaves.

Les Slaves envahirent peu à peu la Germanie et arrivèrent jusqu'à l'Elbe. La fin du VII^e siècle devait marquer le point culminant de leur progression, car, peu à peu, le long de la première moitié du VIII^e siècle les Slaves durent reculer ; pour à tour les régions de l'Oder, la Vistule et enfin la Prusse fondée à cette époque par les chevaliers de l'ordre teutonique. Le recul des Slaves fut plus précipité sous Charlemagne qui, finalement, les refoula définitivement, dans leur cadre territorial.

Aujourd'hui, Memel et le bassin de la Vistule sont peuplés par des Germains. Plus précisément les villes de cette province sont allemandes ; cependant que les campagnes ont plus conservé les traces de la domination slave.

Cette particularité raciale si l'on peut dire, n'est pas sans provoquer certaines frictions entre la population. L'esprit slave se débat contre le germanisme vorace. Enfin, ce qui ajoute encore aux dissensions, une rivalité entre le protestantisme des villes et le catholicisme des campagnes, tend à faire de ces régions le champ clos où se déroule la bagarre séculaire du slavisme et du germanisme.

Certains historiens ont même prétendu que c'était là que se heurtait le monde occidental contre l'autre monde !

Le vote de Dantzig apparaît dès lors plus explicable. Tous les éléments d'obédience germanique ont voté pour Hitler ; cependant que les Slaves, les catholiques votaient résolument contre.

Si ce vote a montré le rapport des forces en présence et laisse voir l'évolution actuelle de l'antagonisme qui semble s'orienter dans un sens favorable à l'Allemagne, il montre non moins clairement, l'aveuglement des rédacteurs du traité de Versailles qui, dans le but de solutionner définitivement le problème, crurent qu'ils leur suffisaient d'élever une espèce de barrière entre les deux races, par la reconstitution de la Pologne et de la Lithuanie, pour débarrasser l'Europe de ce foyer de conflit.

Le contraire semble vouloir se produire. L'hitlérisme n'abandonnera jamais les provinces perdues, la Lithuanie et la Pologne sont animées d'un nationalisme tout aussi exacerbé. C'en est assez pour redouter un conflit qui tôt ou tard, hélas, ne peut manquer d'éclater.

Ruses et mensonges bolchevistes

On sait que, selon une certaine morale assez déficiente, la fin justifie les moyens. Aussi les pires déformations, les mensonges les plus effrontés peuvent-ils, selon le précepte du père Ignace de Loyola, être constamment employés par les besoins de la politique ! Mais surtout d'une politique difficilement défendable, tant il est vrai qu'une action claire, logique, n'a pas à craindre la peur de la critique et la lumière de la vérité.

Nos bons bolchevistes sont sans doute assez peu convaincus de la justesse de leur politique, car ils ont recours constamment à la méthode précitée pour camoufler aux yeux de la classe ouvrière leur façon d'agir. En voici une nouvelle preuve qui ne manquera pas d'indigner nos lecteurs.

Dans la feuille du mois d'avril, éditée par le Comité pour la libération de Thaelmann, nous trouvons cet article particulièrement mensonger :

LES PROSCRITS POLITIQUES EN U.R.S.S.

Le seul pays qui accorde un véritable droit d'asile c'est l'Union Soviétique. Sans cesse de nouveaux réfugiés arrivent en U. R. S. S. On en a compté près de 600 en 1932, davantage encore en 1933 et en 1934. Au cours de cette dernière année les insurgés viennois et asturiens furent chaleureusement accueillis.

L'Union Soviétique ne se contente pas d'accueillir les réfugiés politiques, elle leur donne aussi des moyens d'existence. Ces réfugiés qui sortent souvent des cachots les plus affreux, ont une santé durement compromise. En 1932, plus de la moitié des réfugiés ont été envoyés en sanatorium ou en clinique. A Moscou se trouve une maison des réfugiés politiques où ils sont nourris, vêtus et entourés de tous les soins. Le Secours Rouge Russe, qui assure l'entretien des réfugiés, leur procure du travail dès que leur état le permet. S'ils sont obligés de faire un apprentissage pour se qualifier, le Secours Rouge leur donne une bourse de travail. Ajoutons enfin qu'en Union Soviétique les réfugiés politiques ont tous les droits des citoyens soviétiques, jusques et y compris le droit de voter et d'être élu.

S'il en est ainsi, on comprend mal dès lors que des réfugiés politiques en U.R.S.S. comme Ghezzi et Pétrini et tant d'autres, soient en butte aux pires embûches et se voient contraints de faire des stages dans les écoles bolchevistes ?

A moins que la situation privilégiée décrite soit seulement réservée à ceux qui donnent toutes garanties aux autorités soviétiques ? Mais alors, le gouvernement bolcheviste ne fait pas autre chose que ses confrères capitalistes.

En effet, en France, par exemple, on n'a jamais vu refouler un proscrit qui donne des garanties à la police et sagement joint les papiers.

Alors ! quelle différence ? Aucune ! Le gouvernement soi-disant prolétarien de l'U.R.S.S. ne fait pas autre chose que les gouvernements bourgeois !

C'est là une constatation qui s'impose et qu'il convenait de faire remarquer.

AUTOUR DE L'AFFAIRE DES STÉRILISATIONS

(Suite de la 1^{re} page.)

5° En face du nombre prodigieux des sans-travail et du chômage qui ne peut que s'aggraver, par suite du perfectionnement incessant de l'outillage mécanique, des progrès constants de toutes les techniques et de la rationalisation du travail qui permet d'obtenir, en un temps de plus en plus court et à l'aide de bras de moins en moins nombreux, un rendement de plus en plus considérable, les anarchistes — et le simple bon sens avec eux — déclarent qu'il est *extravagant de pousser à la natalité sans frein et qu'il est raisonnable de songer à enrayer celle-ci dans des sages limites.*

Je m'arrête à ces quelques constatations qui ont le mérite de s'appuyer sur des observations enregistrées par des hygiénistes qualifiés, des savants illustres et des sociologues éminents.

Je n'ai pas épuisé la liste des redoutables conséquences qui découlent de la thèse inconsidérée d'une natalité inconsciente et déréglée. Il me serait facile d'en énumérer d'autres s'exerçant dans le cadre familial, sur le terrain éducatif et sur le plan paternel et maternel (maternel surtout).

Ce qui précède justifie amplement la négation que j'ai ci-dessus opposée au raisonnement inepte de M. Vautel prétendant que « ces « Gribouilles d'Anarchistes veulent qu'on ne fasse plus d'enfants et que l'espèce humaine ne sera heureuse que lorsqu'elle aura définitivement disparu ».

J'ai déjà dit que basée sur le principe de la liberté qui est « l'alpha et l'oméga » de sa théorie sociale, l'Anarchie n'ordonne, ni ne défend. Son fait n'est pas d'imposer, mais de conseiller.

Et, à ceux qui veulent bien les écouter, les anarchistes se permettent de donner en matière de natalité, les deux conseils que voici :

Premier conseil : Songez à la gravité des suites que comporte le fait de procréer. Ne traitez pas ce fait à la légère ; mesurez-en l'énorme importance par rapport à vous-même (père et mère) à vos autres enfants, à l'enfant à venir et à la société dont vous êtes membres.

En conséquence, pas d'enfant inattendu, indésiré ; pas d'enfant dont la venue redoutée serait par vous tenue pour une sorte de malheur, presque de catastrophe.

Ne soyez père ou mère qu'à bon escient ; choisissez le moment où l'état de votre santé et votre situation vous inciteront à le vouloir.

Bref, n'ayez d'enfants que lorsque vous désirez en avoir et pas plus que vous ne pourriez en élever.

Second conseil : Ayez la prudence et la sagesse de ne désirer un enfant que lorsque :

1° Vous aurez la certitude — autant, du moins qu'il est possible de l'avoir — d'être en mesure de lui assurer une bonne naissance ; constitution saine, vigoureuse, normale ;

2° Votre situation sociale, vos ressources vous permettront de l'entourer de tous les soins qui contribuent à un heureux développement physiologique et à une bonne éducation intellectuelle et morale.

Ces recommandations sont-elles de naïfs et d'imbéciles ? Ne sont-elles pas, au contraire, dictées par une sage prévoyance et une louable compréhension ?

Encore un coup, conseiller, enseigner, instruire, guider n'est pas imposer. Les anarchistes n'ont pas plus le goût que le pouvoir d'ordonner et les conseils qu'ils donnent laissent chacun complètement libre.

« Si vous êtes sains et bien portants et si votre situation vous permet de supporter les charges attachées à l'accomplissement de vos obligations de père et de mère, libre à vous de procréer. Ayez un enfant, si vous le désirez ; ayez-en plusieurs, si cela vous agréé ; c'est votre affaire. »

« Mais si, pour des raisons qui vous sont personnelles et dont vous êtes le seul juge, vous décidez, afin de vous prémunir contre le risque d'être père, de recourir à l'opération de la vasectomie, cela vous regarde et ne regarde que vous. »

* *

Est-ce clair ?

La vasectomie n'est pas la castration. La vasectomie est une opération bénigne et classique. Elle a pour effet de suspendre, d'interrompre pour un temps et non d'enlever irrémédiablement la faculté de se reproduire, puisque, par une opération inverse, cette faculté peut être rétablie.

L'obligation de faire son service militaire, de payer les impôts, de se conformer aux exigences de la loi, d'en subir les tracasseries et les injustices, de se faire casser la figure pour défendre la patrie, etc., n'est-ce point assez et même déjà trop ?

Va-t-on y mettre une rallonge en y ajoutant la procréation obligatoire ?

Je ne connais qu'une catégorie d'individus qui ajouteraient volontiers cette obligation à toutes celles qui accablent déjà la pauvre humanité (je veux dire l'humanité pauvre), s'ils n'en concevaient pas le ridicule et l'inopérance.

Ce sont les partisans du *lapinisme* — pour les autres. Car s'ils le conseillent à autrui, ils se gardent bien de le pratiquer eux-mêmes.

S. F.

Le mardi 16 avril, à 20 h. 30

Salle Perrin
7, rue de TrétaigneGrande Conférence Publique
contre la guerre et les deux ans
Organisée sous les auspices
de la L. I. A. P. S.

De Vallès au Colonel de la Rocque ou la "désintellectualisation" de la jeunesse universitaire

Pour quiconque a vu Vallès il est indéniable que les étudiants français étaient vers le milieu et la fin du siècle dernier, non seulement de tendance libérale mais révolutionnaires dans le plein sens de ce mot. C'étaient alors le peuple et les étudiants qui voulaient faire et faisaient les révolutions.

C'est encore actuellement le cas dans les États à économie arriérée et dans les pays colonisés ou semi-colonisés (exemple : Cuba, Bulgarie, Indochine, etc.).

Par contre en France la jeunesse universitaire se trouve, surtout depuis la fin de la guerre, en majeure partie à l'avant-garde des mouvements réactionnaires et fascistes.

Un déplacement aussi radical qui, dans l'espace d'une génération, a précipité la jeunesse des écoles d'un pôle politique vers l'autre ne saurait constituer un simple hasard. La composition sociale n'a presque pas changé. Depuis un siècle ce sont toujours les petite et moyenne bourgeoisie qui fournissent le contingent de diplômés. Mais dans la faible mesure où cette composition sociale a pu se modifier, elle aurait normalement dû amener une radicalisation en la jeunesse universitaire : car ce sont les « basses classes » (fils d'ouvriers aisés et de petits fonctionnaires) qui ont très légèrement modifié la physionomie sociale de la gent estudiantine.

L'enseignement secondaire est aussi resté à peu d'exceptions près ce qu'il était. Ce sont toujours les mêmes manuels d'histoire falsifiée que l'on impose à nos potaches, avec comme supplément la « glorieuse épopée de la Marne ».

Alors à quoi faut-il attribuer ce phénomène politique ?

Nous laisserons à d'autres les explications simplistes dans le genre de celle-ci : « La bourgeoisie dans la crainte de la révolution prolétarienne ne voit comme ultime salut que le fascisme. Les étudiants bourgeois guidés par leur conscience de classe, vont comme c'est normal, rejoindre les troupes de choc du capitalisme, tandis que les étudiants d'origine plus humble se groupent derrière le drapeau de la classe ouvrière. » Cette interprétation consolante qui par son fatalisme engendre la paresse, ne tient pas debout. En examinant de près la composition sociale des organisations estudiantines, nous arrivons à cette constatation que par exemple les « Etudiants Socialistes » ont une proportion plus faible de membres dans l'obligation de travailler pour gagner leur vie et payer leurs études que les « Etudiants d'Action Française ». (Il est caractéristique que la première réponse donnée par les étudiants d'A. F. à un enquêteur des « Nouvelles Littéraires » fut : « Nous sommes fauchés ».) Il est aujourd'hui évident que la jeunesse estudiantine n'est plus « intellectuelle » dans le sens exact de ce terme. On ne va plus à l'Université pour acquérir

une culture générale, mais pour décrocher un diplôme considéré sous un angle strictement utilitaire. Les étudiants ne sont plus pour telle ou contre telle autre discipline intellectuelle. Des disciplines ils s'en f... Leurs convictions politiques ne se basent sur aucune doctrine philosophique et s'expriment en phrases de réunion publique : « Vive le Roi, à bas la République, Dehors les méteques ». (Inutile de connaître l'œuvre « philosophique » de Maurras pour cela.)

A l'origine de cette « désintellectualisation » se trouve le matérialisme vulgaire qui a contaminé toute une génération d'après-guerre et a fortement marqué ces adolescents. Ce matérialisme qui s'exprime pratiquement sous la forme de l'égoïsme n'a rien de commun avec le matérialisme réfléchi du prolétariat révolutionnaire. Le premier regarde tout ce qui touche à l'esprit comme un préjugé honteux tandis que le second considère simplement les événements sous leur angle réel, le premier est populacière, le second « peuple ».

Imprégné de cet « esprit », l'étudiant fasciste ou fascisant reste bouche-bée devant le programme-standard qui s'exprime en charabia télégraphique et dont usent les chefs fascistes.

« Je n'ai pas de programme », déclare le Colonel de la Rocque qui connaît bien la psychologie de ses adeptes. Les « pas de programme » et les programme-standard sont symptomatiques.

Si la « désintellectualisation » que nous avons relatée atteint une grande partie d'entre ces étudiants et justement celle qui adhère ou sympathise avec le fascisme, il n'en est pas de même pour cette faible minorité qui se situe à gauche. C'est elle qui est l'héritière de l'esprit du « quartier » d'antan. Ce sont les étudiants des différentes organisations de gauche qui seuls sont encore capables d'avoir des idées personnelles et qui méritent encore l'épithète d'« intellectuels ». Nous arrivons par cette constatation à une conclusion que l'expérience nous impose. La pseudo-prolétarianisation qui constitue en réalité — qu'on excuse le néologisme — une « Lumpenprolétarianisation » des étudiants en fait des êtres égoïstes et abrutis et par là même une proie pour le fascisme. Par contre les grands courants idéologiques constituent un rempart contre le fascisme, grâce à l'esprit critique qu'ils engendrent.

Ranimer ces courants c'est travailler contre le fascisme universitaire, c'est œuvrer pour le quartier de Vallès et contre celui de la Rocque.

Comment et sous quelle forme peut-on faire la rééducation intellectuelle des étudiants, comment la lier aux revendications matérielles qui avant tout préoccupent la jeunesse des écoles ?

Voilà le problème que nous nous proposons d'examiner objectivement dans un prochain article.

A. DELMAN.

LA CONFÉRENCE DE SÉBASTIEN FAURE

C'est devant une salle comble que vendredi dernier 5 avril, rue Albouy, notre infatigable ami Sébastien Faure fit la conférence annoncée sous le titre : « Fascisme ? Guerre ? ou Révolution sociale ? » Ce titre résume les trois ordres de solution qui ont été proposés pour remédier à la tragique situation du monde moderne. Nous sommes au bord du gouffre ouvert par le régime hitlérien. Malheureusement, l'habitude s'est perdue de critiquer les actes des gouvernements. Ceux-ci n'ont renoué aucun obstacle pour réaliser leurs promesses. Mais ils n'ont rien fait. Leur responsabilité est absolue, bien que, par une étrange aberration, ils prétendent nous préserver des conséquences de leurs lourdes erreurs.

FASCISME

Après avoir dénoncé les faux prophètes qui prétendaient que le fascisme ne pouvait s'implanter en France, et rappelés les appréhensions que fit naître la journée du 6 février, Sébastien Faure montre que le « fascisme » n'est que l'étiquette nouvelle sur une marchandise ancienne — et bien dépréciée — qui ne peut se faire accepter que sous une appellation nouvelle : C'est l'**AUTORITÉ** dont le fascisme représente le renforcement au triple point de vue politique (centralisation et renforcement plus grands de l'État), économique (consolidation du capital) moral (renforcement de la discipline, culte du drapeau).

Il conclut sur ce point en montrant que si, comme le prétendent les partisans de l'« ordre » et de la force, le fascisme était un « moindre mal », la misère indescriptible qui règne en Italie et en Allemagne suffirait à leur apporter un démenti tragique.

GUERRE ?

Après un court rappel du bilan de la guerre d'hier, notre ami montre que malgré les horreurs faciles à prévoir de « la prochaine », certaines sphères militaires et gouvernementales y songent sérieusement, et y préparent les individus par la presse pourrie. Or, il n'est pas un homme qui ne devrait se refuser à la faire, pas une femme qui ne devrait la détester, pas un vieillard qui ne devrait la maudire. Sébastien Faure s'indigne du rôle réservé, dans la conduite des guerres modernes, à la science, en laquelle tant d'hommes ont vu une messagère de paix.

Si la guerre éclatait quand même, que feraient les peuples ? Le triste exemple de 1914 justifie les appréhensions pour demain. L'enthousiasme n'y serait peut-être plus, mais combien d'hommes ne se résigneraient-ils pas à partir ? Mais les anarchistes, eux, se dresseront contre toutes les guerres par tous les moyens. Ils ne partiront pas.

REVOLUTION SOCIALE ?

C'est la seule solution à laquelle les anarchistes donnent leur adhésion. Tout a été

tenté ailleurs — sans succès — pour conjurer la crise, il faut donc briser le cadre social lui-même, mais ne pas s'arrêter à ce rôle destructeur de la révolution, il faut que la société nouvelle ne ressemble en rien à la société ancienne.

Par de multiples comparaisons, S. Faure fait comprendre à son auditoire en quoi la « véritable Révolution sociale » doit se distinguer des révolutions antérieures, plus ou moins incomplètes (1789 en France, 1917 en Russie).

La position des anarchistes est donc extrêmement nette :

Contre tous les fascismes,
Contre toutes les guerres,
Pour la Révolution sociale.

CONCLUSION

Après un émouvant rappel de ses cinquante années de lutte, Sébastien Faure dresse un bilan de l'activité et de la propagande anarchistes.

La foi dans les religions a disparu. Les Églises sont pleines, mais les cours sont vides.

La patrie n'a plus de défenseurs ardents, sincères, fanatiques. Elle peut être « en danger » autant et plus qu'en 1792, personne ne risquera sa vie de gaieté de cœur pour la défendre.

Le parlementarisme n'a plus, comme il y a quarante ans, la confiance de ceux qui continuent, par habitude, à user du bulletin de vote.

Notre propagande, pour laquelle tant de nos frères se sont sacrifiés, a donc eu des résultats positifs. Ce n'est donc un optimisme factice que S. Faure fait partager à ses auditeurs quand il déclare qu'il voit la révolution plus facilement réalisable aujourd'hui qu'il y a quinze ou vingt ans.

La principale difficulté paraissait autrefois d'assurer une production suffisante pour la vie de l'humanité. Aujourd'hui, l'abondance des produits permet de considérer la question comme résolue ; ainsi que celle de la répartition, qui en est le corollaire.

En terminant, Sébastien Faure lance un vibrant appel aux jeunes qui accompliront les actes nécessaires.

LA CONTRADICTION

Une courte contradiction de deux ou trois auditeurs permet à Sébastien Faure de dire son avis sur le plan de la C. G. T., et sur l'esprit dans lequel cette dernière agit en face de la crise et du gouvernement. Au lieu de lutter pour la Révolution sociale, la C. G. T. fait figure d'auxiliaire volant au secours de la société capitaliste.

Enfin, après avoir dit également un mot sur l'attitude équivoque des dirigeants soviétiques et sur leur politique d'alliances avec les puissances capitalistes, Sébastien Faure, vivement applaudi, comme au cours de sa brillante conférence, clôt la réunion par un nouvel appel contre la guerre, contre le fascisme, pour la Révolution sociale.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE		ETRANGER	
52 Nos	22 fr.	52 Nos	30 fr.
26 Nos	11 fr.	26 Nos	15 fr.
13 Nos	5 fr. 50	13 Nos	7 fr. 50

Administration : Paul Dhermy, cheques postal : Paris 1307-60, 29, rue Piat, Paris (20^e).